

blème revient à ceci: "D'une part, les pays riches, dont les marchés traditionnels sont plus que saturés, ne peuvent poursuivre leur développement et résorber leur crise économique que par l'ouverture de nouveaux marchés. D'autre part, ces marchés existent. Nous avons nommé les pays pauvres. Ces pays ont besoin de tout: aliments, vêtements, logements, écoles, hôpitaux, et autres. Mais ils n'ont pas les moyens de se les procurer, cela, parce que les termes de l'échange les défavorisent. Ils vendent aux pays riches leurs matières premières à des prix infiniment plus bas que ceux des produits finis qu'ils importent, d'où un immense gouffre entre le niveau de vie des deux groupes."

### Résultats du Sommet

La participation au Sommet des dirigeants de certains des pays les plus influents du monde constitue en elle-même un succès. Elle montre que les relations Nord-Sud sont l'un des plus "sérieux défis qui se poseront à tous les gouvernements durant la prochaine décennie, défi tout aussi important que le maintien de la paix mondiale, et qui lui est lié".

Le Sommet est aussi un succès pour d'autres raisons. Ainsi, les participants se sont engagés à collaborer pour tenter d'instaurer un ordre économique international dans lequel tous les États auraient les mêmes chances de réaliser leur potentiel, et dans lequel les pays en développement seraient tout particulièrement en mesure de grandir et de se développer



Le premier ministre de Grande-Bretagne, Mme Margaret Thatcher, le premier ministre de la République populaire de Chine, M. Zhao Ziyang (au centre) et le premier ministre Trudeau conversent gaiement.

dans le respect de leurs valeurs propres.

Ils ont confirmé l'utilité et l'urgence d'appuyer, aux Nations Unies, un consensus sur le lancement de "négociations globales", sur une base mutuellement convenue et dans des circonstances offrant la possibilité de progrès significatifs. Quelques pays ont insisté pour qu'on ne modifie pas le mandat de certaines institutions spécialisées (GATT, Fonds monétaire international et Banque mondiale, par exemple).

Au chapitre de l'économie, tous les participants ont reconnu l'importance de l'interdépendance pour assurer le bon

fonctionnement de leurs économies. Leurs discussions, pragmatiques et directes, ont porté fréquemment sur des points spécifiques.

Ainsi, par exemple, au sujet de l'alimentation et de l'agriculture, les discussions ont abouti à un plan détaillé en vue d'équilibrer les responsabilités des pays en développement et celles du reste de la communauté internationale.

En ce qui a trait au commerce, les participants ont convenu de la nécessité de finaliser les procédures requises pour l'entrée en vigueur, dans les meilleurs délais, du Fonds commun pour les produits de base, et d'améliorer le Système généralisé de préférences.

L'énergie est l'un des grands secteurs-problèmes des années 80, reconnaissent les participants qui, dans leurs discussions ont mis l'accent sur les questions suivantes: programmes de coopération énergétique régionale — conservation énergétique de la part des pays consommateurs de pétrole — facture pétrolière des pays en voie de développement — accroissement des investissements et nécessité de l'échange d'informations entre pays producteurs et nations consommatrices.

Les questions monétaires et financières ont porté sur les dettes des pays en développement et sur les modalités d'accès de ces pays aux sources de financement.

Le Sommet a donc atteint son but qui, comme l'ont dit les co-présidents, était, non pas de prendre des décisions engageant le reste du monde, mais de "faire

Depuis la Conférence de Paris sur la coopération économique internationale (CCEI), qui a pris fin en 1977, les négociations économiques multilatérales entre les pays développés (au Nord) et les pays en développement (au Sud) sont coiffées du titre de dialogue Nord-Sud.

. 1974 — Stimulés par l'action de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) sur les prix pétroliers, les pays en voie de développement revendiquent un ordre international plus équitable.

. 1975 — La Septième Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies adopte, par consensus, une résolution sur la coopération économique internationale établissant les secteurs sur lesquels porteront les efforts des négociateurs, dans la perspective d'un ordre international plus juste et plus équitable.

. 1980 — L'Assemblée générale des Nations Unies adopte une stratégie du développement international, mais les participants ne peuvent se mettre d'accord sur l'ordre du jour et sur les procédures applicables aux négociations globales.

. Une Commission indépendante Nord-Sud, placée sous la présidence de M. Willy Brandt, ex-chancelier de la République fédérale d'Allemagne, affirme, dans son rapport, que la paix mondiale et la survie de l'humanité seraient menacées si l'on ne prenait pas de mesures rapides pour aider les pays les plus pauvres, et suggère la tenue d'un sommet mondial auquel participerait un nombre limité de pays "clefs".

. L'Autriche et le Mexique proposent la tenue d'un tel sommet à Cancun.

. 1980-1981 — Trois réunions préparatoires au sommet de Cancun se tiennent à Vienne.

(suite à la page 8)